

En France la démocratie est au bord du précipice

La bourgeoisie démocratique- libérale française est en train de prendre conscience que la démocratie est en danger. Les élections départementales ont démontré qu'en France on pourrait bien voir se concrétiser un pouvoir réactionnaire absolu : la droite fasciste (FN) et la droite «modérée» représentent 55 pour cent des votants. Cette même bourgeoisie nous raconte maintenant que si la démocratie est menacée, c'est qu'il manque un contre pouvoir politique, et bien sûr, elle en attribue toute la responsabilité à la gauche dans son ensemble. « Le Monde », quotidien qui représente plus que les autres cette bourgeoisie, a consacré le 3 avril dernier deux pages à une analyse intéressante de la situation politique de la gauche par une série d'articles. Selon Le Monde, la France est incapable d'inventer une force politique innovante, à cause du vide intellectuel d'une gauche de plus en plus éloignée du peuple, alors qu'en Espagne et en Grèce Podemos et Syriza ont été capables d'inventer une gauche alternative qui obtient un grand succès politique. La France aujourd'hui est incapable, toujours selon l'analyse du Monde, de faire naître un mouvement nouveau et audacieux qui puisse apporter des réponses concrètes aux besoins et attentes de la masse toujours plus large de la population victime de cette crise qu' Alexis Tsipras qualifie à juste titre de « crise humanitaire ». En substance, voilà les recettes que la bourgeoisie, plus ou moins illuminée, suggère à la gauche française, ajoutant en outre, sournoisement, qu'il faudrait créer des mouvements dépourvus d'«*apparatchiks*», utilisant le terme russe pour insinuer qu'ils ne devraient pas être « dirigés », c'est-à-dire le plus spontanés possible.

Le Monde critique la gauche dans son ensemble, fait d'un grain de sable une montagne, mais se garde bien de dénoncer la lourde responsabilité de la social-démocratie, avec sa politique *libéristique* et les attaques portées aux droits sociaux établis, comme avec la loi Macron..Pas un mot non plus sur les responsabilités et fautes tout aussi lourdes de la droite « modérée ». Rien de nouveau, donc, mais si on lit plus attentivement, entre les lignes et le non-dit, on comprend qu'une partie de cette bourgeoisie, préoccupée aujourd'hui par la situation, est comme toujours déjà prête à désigner un bouc émissaire, à faire des syndicats et du monde du travail les coupables de tout, à cause de leurs règles encore « trop rigides ». En stupéfiante contradiction avec elle-même, elle reconnaît en même temps que seule la gauche peut sauver la démocratie.

Et la gauche, que fait-elle ? Que dit-elle ? Rien, la plupart du temps elle ne se pose même pas de questions. Elle devrait au contraire se réveiller, retrouver la capacité de construire une « unité dans la diversité », celle que l'on concrétise en formant un mouvement progressiste capable de s'affranchir des frontières nationales, et surtout prendre conscience que le problème de la gauche n'est pas seulement français, mais

européen. On le voit bien en Grèce : si la gauche a gagné, elle ne peut seule résoudre les graves problèmes générés par la droite réactionnaire, elle a besoin pour y parvenir du soutien de toute l'Europe, la vraie, pas celle des banques ni du FMI. Les beaux discours sur la solidarité ne suffisent plus, si tant est qu'ils aient jamais suffi. Aujourd'hui plus que jamais nous avons besoin d'un mouvement progressiste européen qui émerge de chacun des pays, qui crée une unité intereuropéenne, qui sache mettre en débats toute la question sociale et qui ait la force de laminer le pouvoir capitaliste démesuré des holdings financières. Il ne faut pas oublier que pendant que la bourgeoisie tente de nous faire croire que le seul et unique ennemi de la démocratie est la droite fasciste, la gauche se rallie et crie au même loup, oubliant et minimisant (à dessein ?) le vrai danger que représente l'ensemble de la droite. Les dernières élections ont démontré à ceux qui auraient encore eu des doutes, qu'il existe des accords bien précis entre les deux droites, la séparation entre extrême et modérée portant presque toujours bien plus sur la forme que sur le fond. C'est de tout cela que le parti socialiste devrait prendre conscience : il est aujourd'hui le troisième parti français, et avec ses politiques d'échec il porte une grande responsabilité dans le renforcement de la droite. S'il veut redresser la tête et sortir de la spirale d'autodestruction dans laquelle il s'est enfermé il doit abandonner sa politique libéro-socialiste et reprendre le discours abandonné au Congrès de Bad-Goesberg. Que dire de tous ces groupes de la gauche soi-disant « radicale », sinon que leur sectarisme, chacun étant convaincu de posséder la vérité, ne fait que ralentir, si ce n'est empêcher, l'unité, sa réalisation, la création de l'unique condition indispensable pour combattre la droite fasciste.. Essayons d'analyser les erreurs maintes fois répétées, essayons de regarder la réalité dans laquelle nous vivons, tirons - en les leçons. Il est plus que juste de combattre les idées fascistes, mais si l'on garde le projecteur constamment braqué sur l'extrême droite, on finit par aider la droite soi-disant modérée de l'UMP. C'est la droite dans son ensemble qu'il faut combattre, car si c'est la droite qui l'emporte aux présidentielles, c'est tout l'axe politique européen qui se déplacera à droite, c'est là le vrai danger que nous devons conjurer. Avec un axe européen déplacé, déséquilibré vers la droite, on verra la démocratie se réduire encore, comme la politique sociale européenne, déjà minimale. Et c'est encore le monde du travail, et lui seul, qui en fera les frais.